

Planification : du Ghana à la Suisse

Autor(en): **Feller-Robert, Charlotte**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **27 (1990)**

Heft 1016

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1020565>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Du Ghana à la Suisse

(cfr) Le Ghana est en train de préparer son plan de développement. C'est un exercice national qui touche tous les élus du peuple. Le gouvernement a fixé quatre objectifs: l'éducation, la santé, la distribution des revenus et l'environnement. Il n'a pas quantifié ou qualifié ces objectifs ni indiqué les moyens à mettre en œuvre ou le temps pour les atteindre. Il en a chargé les cent-dix districts, 150'000 habitants en moyenne. Les districts sont groupés en dix régions, mais c'est dans les assemblées de district que la discussion du plan a lieu. Il ne s'agit pas de rêver et de dire simplement: la santé pour tous. Mais par exemple: en

l'an 2000 tous les enfants ayant atteint l'âge de fin de scolarité auront au moins suivi l'école pendant cinq ans et ensuite de réfléchir au nombre d'enfants à scolariser, d'enseignants à engager, d'écoles à construire, sans parler des raisons qui empêchent les enfants d'aller à l'école. Le gouvernement rassemblera ensuite toutes les propositions, effectuera une certaine péréquation puisque la redistribution des revenus est dans ses buts et établira un plan national. Les moyens à mettre en œuvre sont principalement entre ses mains mais aussi dans celles des donateurs étrangers. Evidemment pour le soumettre à des

donateurs en vue d'obtenir une aide financière ou technique, il ne faudra pas l'appeler «plan quinquennal» ou «décennal», c'est passé de mode.

Et pourtant, qu'y a-t-il de mal ou de faux à faire un plan? Les entreprises font des plans d'entreprise, ont des programmes de développement et de lancement de produits. Chacun de nous a ses propres objectifs, dans sa vie privée (deux enfants) ou professionnelle (être chef de service à 45 ans). Et en fonction de ces objectifs, on met tous ses moyens en œuvre. Pourquoi pas chez nous aussi à l'échelon national? Trop souvent on discute et on vote sur les moyens avant d'avoir fixé les objectifs ou bien on fixe les objectifs, par exemple les normes en matière de pollution atmosphérique, et on fait la politique de l'autruche en ce qui concerne les moyens. Pourquoi ne pose-t-on pas la question: voulez-vous une énergie propre, sans risque ou bon marché? Et l'assortir des enjeux et des coûts clairement définis. Pour les dix ans à venir, nous avons choisi une énergie sans risque. L'énergie électrique est propre mais on veut en même temps sauvegarder notre patrimoine national et dépendre le moins possible de l'étranger. Même dilemme pour les transports et l'environnement. A quand une discussion nationale où sont intégrés tous les grands objectifs et les moyens à mettre en œuvre. Bien sûr, il y a toujours des objectifs contradictoires. Qui n'a pas rêvé d'être à cinq minutes de son travail et d'habiter en pleine campagne? Mais c'est en les mettant face à face qu'on peut trouver des solutions. ■

PRESSE

Hebdomadaires en difficulté

(cfr) Plusieurs hebdomadaires suisses engagés cherchent actuellement les moyens de continuer à paraître. Parmi eux, il y a l'hebdomadaire protestant *VP Hebdo* dont la nouvelle formule n'a pas attiré tous les nouveaux abonnés espérés. Ses animateurs cherchent un million de francs pour assurer la publication au-delà du 23 novembre prochain. Deux hebdomadaires du Parti suisse du travail (POP) doivent aussi trouver des solutions à leurs problèmes car leur imprimerie ne peut plus leur assurer les tarifs de faveur qu'elle a longtemps consentis. La réduction des marges dans l'imprimerie et la perte d'importantes commandes de l'Europe orientale expliquent le changement d'attitude.

En ce qui concerne *VO-Réalités*, dont la rédaction est en pleine réorganisation, sa société d'édition a reçu des propositions du Bureau politique du PST/POP. Celui-ci tient à conserver un hebdomadaire partisan. Le modèle de réorganisation sera-t-il inspiré par celui déjà adopté par la société d'édition du *Vorwärts*, hebdomadaire de langue allemande du parti? Son plan d'assainissement a été rendu public il y a quelques jours.

Le journal peut compter, depuis deux ans, sur un millier d'abonnés, ce qui signifie qu'il n'y a plus eu de diminution du nombre des abonnés ces derniers mois. Les frais de production pourront

être réduits d'une centaine de milliers de francs grâce au recours à la publication assistée par ordinateur. La conséquence est l'abandon du format journal pour le format A4 qui facilite la mise en page. Le prix d'abonnement passera de 100 à 150 francs pour l'année. Une souscription continuera d'être nécessaire et, dans ce but, une nouvelle catégorie d'abonnés solidaires sera créée (300 francs l'année).

La rédaction, constituée en collectif, sera formée de quatre rédacteurs locaux (Zurich, Bâle, Berne, Genève) rétribués au tarif militant de 2000 francs nets par mois. Le budget provisoire pour l'année prochaine prévoit un déficit de 16'000 francs (sur un total de dépenses de 311'000 francs) que le conseil d'administration va tenter de couvrir.

En matière rédactionnelle, le nouveau *Vorwärts*, qui paraîtra le 17 janvier 1991, s'efforcera d'ouvrir ses colonnes à de nouveaux sujets pour essayer d'attirer plus de lecteurs que jusqu'ici.

VO-Réalités n'a pas encore donné d'indications sur la nouvelle formule.

Les difficultés des hebdomadaires engagés ne paraissent pas décourager les partis socialistes romands qui espèrent lancer un hebdomadaire en 1991. Il est vrai que ce projet ne date pas d'aujourd'hui et n'a jusqu'à maintenant jamais abouti. ■

MÉDIAS

Zurich vit actuellement à l'heure d'un essai de radio locale consacrée à la musique populaire. Le mois prochain *Tropic*, émetteur consacré à la musique africaine, de l'Amérique du Sud et des Caraïbes, succédera à *Radio Viva*.

Le Conseil d'administration de la NZZ décidera vraisemblablement en décembre si un magazine accompagnera ce journal «haut de gamme». Il y a des années que la question est posée.